

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SMURFIT KAPPA FRANCE

avenue des marchandises 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Références : 2023-02-161
Code AIOT : 0006602373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement SAS SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Avenue des Marchandises 30660 Gallargues-le-Montueux. L'inspection a été annoncée le 19/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre de la vérification de la mise en conformité des installations aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2021

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SMURFIT KAPPA FRANCE
- Avenue des Marchandises 30660 Gallargues-le-Montueux
- Code AIOT : 0006602373
- Régime : Autorisation

Le site industriel exploité par la société SMURFIT KAPPA FRANCE est destiné à la fabrication de carton et à l'impression sur carton sur demande de ses clients. L'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations a été actualisé très récemment (2021) suite à une demande d'augmentation des capacités d'impression du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de la conformité des installations aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 8.5.2.V	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.5.1	/	Sans objet
2	Entretien de l'ouvrage – piézomètre	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.1.1.2.2.2	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.2.1.2	/	Sans objet
4	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.3.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission et périodicité de mesure	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.4.2.1	/	Sans objet
8	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 8.7.1	/	Sans objet
9	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 8.7.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
10	Surveillance de l'installation	AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.1	/	Sans objet
11	Défense incendie	AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.2	/	Sans objet
12	Amélioration du système de défense incendie	AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Plan de défense incendie	AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.4	/	Sans objet
14	Validation des données de l'étude des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SMURFIT KAPPA FRANCE a été mise en demeure par arrêté du 28 juillet 2021 de se mettre en conformité aux dispositions des articles 4.3.1 (rejets des eaux de purge chaudière) et 8.7.1 (moyens de défense incendie) de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2021.

La visite d'inspection objet du présent rapport a permis de s'assurer de la mise en conformité des installations aux dispositions de l'article 4.3.1; les eaux de purges chaudières sont désormais envoyées à la station de prétraitement et ne sont donc plus dirigées directement vers le milieu naturel.

Concernant les dispositions relatives à la défense incendie, l'exploitant a établi un plan d'action permettant de faire coïncider le débit d'extinction incendie nécessaire pour ses installations et celui disponible sur site. Pour cela, plusieurs axes de résolution sont mis en oeuvre :

- réorganisation des stockages de matières combustibles dans les bâtiments afin de créer des îlots séparés d'au moins 10 mètres,
- actualisation du calcul de la D9 (besoin en eau d'extinction incendie) au regard de ce découpage,
- mise en place sur site d'une réserve d'eau de 500 m3, opérationnelle fin février 2023,
- élaboration à venir d'un protocole d'intervention avec le SDIS pour accéder à la station de pompage dans le canal BRL présente au niveau de la zone d'activité de Gallargues-le-Montueux.

Aussi, l'inspection considère que l'exploitant s'est mis en conformité avec les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1.1., sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre de relevé des consommations d'eau qui montre que les volumes prélevés sont relevés toutes les semaines depuis 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien de l'ouvrage – piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.1.1.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que le forage n'avait pas fait l'objet depuis son implantation (1974) d'une inspection en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation. Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué avoir des difficultés à identifier la méthode d'inspection réalisable sur ce forage. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a pris contact avec une société réalisant des inspections caméra. Par courriel du 10 février 2023, l'exploitant a transmis le bon de commande n°10030016 du 9 février 2023 passée auprès de la société PRELEVEO pour une prestation d'inspection video sur le forage. L'intervention est programmée pour le 15 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que le plan des réseaux ne faisait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none">- le réseau d'alimentation en eau potable,- le forage et les réseaux inhérents,- les différents compteurs présents sur le site,- la fosse septique reliée au réseau d'eaux usées,- la vanne martellière installée entre les deux bassins de rétention d'eau Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté un plan réalisé par la société MADIS en janvier 2022 faisant bien apparaître l'ensemble des éléments manquants décrits ci-avant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui - AP de mise en demeure du 28 juillet 2021
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : - les eaux domestiques : elles sont dirigées vers le réseau d'assainissement, - les eaux industrielles : - les eaux flexos, issues de l'activité d'imprimerie, sont collectées, dirigées vers une cuve de la station de traitement de l'établissement où elles sont neutralisées, floculées et filtrées avant rejet dans le réseau d'assainissement communal, - les eaux amidonnées, issues de la transformation du papier en carton, sont collectées, dirigées vers une cuve de la station interne et recyclées dans la fabrication de colle, - les eaux de purges de la chaufferie (composées des eaux de purge de la chaudière et des eaux de purges du système d'adoucissement de l'eau) sont collectées et dirigées dans la cuve de traitement des eaux flexos.</p> <p>Constats : Lors des précédentes visite d'inspection du site, il était constaté que les eaux de purges de la chaudière étaient envoyées directement dans le bassin d'orage du site, alors que ces eaux devaient être collectées et envoyées à la station de prétraitement des effluents du site.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'exploitant a modifié la gestion de ces eaux. En effet, les eaux de purges de la chaudière sont tout d'abord réutilisées au maximum dans le circuit puis, lorsqu'elles sont trop chargées, sont dirigées vers la station de prétraitement des effluents. L'exploitant précise également que les eaux de purges du système d'adoucissement de l'eau sont également envoyées vers la station de prétraitement.</p> <p>Ce point faisait l'objet d'une mise en demeure de l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2021.</p> <p>→ L'exploitant s'est mis en conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission et périodicité de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 4.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration, les flux et les périodicités de mesure ci-dessous définies. [Voir tableau]</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que le paramètre hydrocarbures n'était pas mesuré mensuellement en sortie de la station de prétraitement. L'exploitant a indiqué avoir modifié son contrat de prestation avec le bureau d'analyse Eurofins pour inclure la mesure du paramètres hydrocarbures mensuellement. Les deux derniers rapports d'analyse disponibles ont été présentés (24 novembre et 16 décembre 2022) et font bien apparaître la mesure du paramètre hydrocarbures. L'inspection constate cependant que le fichier de suivi des analyses réalisées en sortie de la station de prétraitement n'inclut pas le calcul des flux pour les métaux et les huiles et graisses. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis son fichier de suivi modifié incluant le suivi des flux pour ces paramètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 8.5.2.V
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés. La capacité de confinement totale du site pour les eaux d'extinction incendie est de 2083 m³. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite, il avait été constaté qu'aucune consigne n'avait été établie pour la fermeture de la vanne martellière située entre les deux bassins extérieurs.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a depuis mis en place une fiche consignes incendie SE MO 023 réalisée en date du 10/10/2022 qui désigne l'électromécanicien de faction pour la fermeture de la vanne martellière en cas d'incendie.</p> <p>→ L'inspection constate cependant que la signalisation de la vanne martellière et l'affichage des consignes de fermeture ne sont pas mises en place à proximité de la vanne martellière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – Délai 1 mois

N° 8 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement dispose des moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : - 3 poteaux incendie n°24, 25 et 26, protégé contre le gel, présentant un débit unitaire de 60 m³/h minimum,</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite les résultats des essais de débit des poteaux incendie réalisés en décembre 2021 : - PI n°24 : 57 m³/h - PI n°25 : 49 m³/h - PI n°26 : 44 m³/h</p> <p>Les débits des poteaux incendie sont donc tous inférieurs au 60 m³/h requis. Cependant, s'agissant de poteaux incendie public et donc pas sous la responsabilité de l'exploitant, ce dernier a fait le choix de mettre en place un dispositif de substitution équivalent sur son site. En effet, l'exploitant met en place sur son site une réserve d'eau de 500 m³. Cette dernière sera opérationnelle semaine 9.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui - AP de mise en demeure du 28 juillet 2021
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude sur les moyens additionnels devant être mis en œuvre sur le site permettant d'atteindre le débit total d'eaux d'extinction incendie requis de 1530 m³/h. L'exploitant recueille l'avis du service départemental d'incendie et de secours du Gard sur ces moyens. Cette étude est accompagnée d'un planning prévisionnel justifié de réalisation des travaux et aménagements nécessaires.</p> <p>L'exploitant définit et met en œuvre des mesures compensatoires techniques et/ou organisationnelles dans l'attente de la mise en œuvre des moyens additionnels permettant d'atteindre le débit requis de 1530 m³/h.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie additionnels déterminés par l'exploitant sont mis en œuvre et entretenus conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas transmis l'étude sur les moyens additionnels devant être mis en œuvre sur le site permettant d'atteindre le débit d'extinction requis. L'exploitant a donc été mis en demeure sur ce point. De plus, des mesures conservatoires au titre de l'article L.171-81 du code de l'environnement ont été incluses dans ce même arrêté.</p> <p>A noter que pour se conformer à cette prescription l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a recueilli l'avis du SDIS sur les moyens additionnels à mettre en œuvre, - a réévalué ses besoins en eau d'extinction incendie à l'aide de la note de calcul D9 actualisée en 2020. Le débit obtenu est désormais de 540 m³/h, - a mis en place une réserve d'eau de 500 m³ (opérationnelle à compter du 1er mars 2023), - a programmé la réorganisation de ses stockages notamment dans ses bâtiments bobines et produits finis pour scinder la surface de stockage en deux avec une séparation libre de toute matières combustible de 10 mètres. Suite à cette réorganisation qui sera opérationnelle le 31 mars 2023 (courrier d'engagement de l'exploitant en date du 10 février 2023), le débit nécessaire maximal (scénario incendie du bâtiment 2 de stockage des bobines) sera de 270 m³/h. <p>A noter que l'exploitant indique également compléter la réserve d'eau de 500 m³ présente sur site par une procédure d'accès à la plateforme de pompage dans le canal BRL située à proximité de la zone d'activité de la commune.</p> <p>→ Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, l'inspection considère que l'exploitant s'est mis en conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les éléments mis en place afin de respecter les mesures conservatoires définies dans l'arrêté préfectoral portant mis en demeure sont détaillés ci-après.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant met en place une astreinte direction pour renseigner les sapeurs-pompiers en cas d'intervention sur les heures non-ouvrables.</p> <p>L'astreinte direction informe le SDIS immédiatement dès la détection incendie et assure l'accueil des sapeurs pompiers sur le site.</p> <p>L'installation est munie d'un dispositif de détection incendie reporté à une télésurveillance.</p> <p>À défaut, un gardiennage est mis en place sur site.</p>
<p>Constats : L'exploitant a contracté avec la société de télésurveillance STANLEY qui assure la surveillance des installations et qui prévient le chef d'équipe, puis le responsable maintenance puis le responsable de production, puis les responsables QHSE et le directeur de site en cas de problème. La levée de doute est également réalisée par ce prestataire sur demande d'un responsable SMURFIT ou en cas de non réponse de l'ensemble des personnes contactées.</p> <p>A noter que hors activité sur site (entre samedi midi et lundi matin), le responsable production, le responsable maintenance, responsable QHSE ou le directeur du site peuvent se rendre sur place pour la levée de doute.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté un état des lieux des ressources en eau disponibles sur son site en établissant : <ul style="list-style-type: none"> – un plan détaillé des réseaux d'eau d'incendie ; – une vérification des caractéristiques hydrauliques du réseau d'eau incendie (pression statique, pression résiduelle de chaque poteau, débit unitaire maximum à chaque poteau, pression résiduelle au débit maximum, débit maximum avec 3 poteaux incendie en fonctionnement simultané, pression résiduelle obtenu avec 3 poteaux incendie en fonctionnement simultané au débit maximum), permettant d'atteindre un débit simultané de 120 m³/h sur au moins deux d'entre eux au minimum ; • Sous un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté la mise en place d'un réseau sur-pressé alimenté par le canal BRL au niveau de la cour intérieure avec l'installation de 2 ou 3 poteaux incendie présentant un débit d'au moins 240 m³/h disponible en permanence au minimum ou d'un dispositif équivalent tel que des réserves d'eau.
<p>Constats : L'exploitant a étudié les différentes ressources en eau disponibles et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les poteaux incendies présents autour du site. Ceux-ci étant des poteaux incendies publics, l'exploitant n'a pas obtenu de mesure simultanée des débits d'eau. De plus, les débits unitaires sont inférieurs au 60 m³/h requis. L'exploitant a donc choisi de mettre en place des moyens internes pour assurer sa défense incendie, - la mise en place d'une station d'aspiration au niveau du canal BRL. La proposition commerciale réalisée par le BRL étant économiquement inenvisageable, l'exploitant indique ne pas pouvoir mettre en place ce moyen de défense incendie. Cependant, une plateforme d'aspiration est déjà implantée à proximité de la zone d'activité de Gallargues-le-Montueux. Ainsi, l'exploitant souhaite mettre en place une procédure avec le SDIS pour utiliser ce dispositif dans un second temps en cas d'incendie (le premier moyen étant la réserve d'eau de 500 m³ créée sur site).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Amélioration du système de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai de 6 mois l'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent une expertise portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'optimisation de l'aménagement des produits finis (cartons) de manière à permettre un découplage des îlots de stockage et à limiter les effets dominos entre les bâtiments. Le renforcement des dispositions constructives des bâtiments peut également être recherché, • la pertinence de la mise en place d'un système d'extinction automatique à eau sur l'ensemble du site, • la détermination des besoins en eau d'extinction incendie nécessaire pour la défense incendie des installations exploitées. <p>Les actions d'amélioration proposées dans le cadre de cette expertise sont mises en œuvre par l'exploitant selon un échéancier dûment justifié.</p> <p>Constats : L'exploitant a fait réaliser une étude d'optimisation des conditions de stockage au sein de ses bâtiments bobines et cartons produits finis associée à une étude des flux thermiques pour différentes organisations des stockages par le bureau d'étude EuroLorraine en date du 27 janvier 2022.</p> <p>Cette étude préconise les distances d'implantation des stockages vis-à-vis des murs séparatifs des bâtiments. Comme précisé ci-avant, l'exploitant a programmé la mise en place d'îlots de stockage dans son bâtiment bobine en créant deux zones de stockage séparées de 10 mètres au sein de ce bâtiment.</p> <p>Concernant la mise en place d'une installation d'extinction automatique, cette solution n'est pas retenue au regard du coût inhérent.</p> <p>Enfin, le calcul des besoins en eau d'extinction incendie a été revue par l'exploitant et transmis par courriel du 10 février 2023. Avec un îlotage des stockages au sein du bâtiment de stockage des bobines, le volume nécessaire peut être réduit à 270 m3/h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/07/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En sus des dispositions organisationnelles rendues applicables par l'article 8.7.4 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2021, l'exploitant établit, sous un délai maximal de 6 mois, un plan de défense incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires pour prévenir la propagation d'un incendie au sein de l'établissement et qui formalise la stratégie définie à l'article 2.3 du présent arrêté.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du plan de défense incendie . Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan de défense d'incendie.</p> <p>Le plan de défense incendie définit les mesures d'organisation et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>L'exploitant élabore et met en œuvre une procédure écrite, et met en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de</p>

défense incendie ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels avec si possible la participation des services publics d'incendie et de secours) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant, notamment au maniement des moyens internes de défense contre l'incendie, afin d'agir le plus rapidement pendant la présence des salariés (cet item est mis en œuvre dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté),
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du plan de défense incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du plan de défense incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice au moins deux semaines avant leur mise en œuvre. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant a établi un document de consignes incendie référencé SE MO 023 en date du 10 octobre 2022.

Ces consignes fixent le schéma d'alerte, les consignes à respecter pour l'ensemble des salariés, les fiches mission par fonction sur le site (tâches à réaliser par le chef d'équipe, le responsable onduleuse, le responsable logistique, le responsable maintenance, l'électromécanicien de faction).

Ce document établit également la liste des salariés faisant partie de l'équipe d'intervention.

Des consignes spécifiques sont également fixées en cas de fuite de gaz dans la chaufferie.

De plus, l'exploitant réalise des test périodiques de son plan de défense incendie. Le dernier test avec le concours des pompiers a été réalisé en décembre 2021.

L'exploitant a présenté les comptes rendus des trois derniers exercices de mise en œuvre du plan de défense incendie réalisés les 4 octobre et 28 novembre 2022 et plus récemment le 18 janvier 2023. Le compte rendu précise le scénario mis en œuvre et identifie les points positifs et les points d'amélioration à mettre en œuvre.

Lors de l'exercice du 4 octobre 2022, il a été identifié un besoin en formation sécurité incendie pour les membres l'équipe d'intervention du site. L'exploitant a présenté les certificats de formation réalisée en novembre 2022 pour ces salariés.

Le plan de défense incendie est amélioré et actualisé suite aux retours d'expérience des exercices incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Validation des données de l'étude des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2021, article 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Risque sanitaire

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Afin de vérifier et, le cas échéant, compléter les hypothèses considérées dans l'étude des risques sanitaires référencé E327-3 EuroLorraine en date du 22 octobre 2018, l'exploitant :

- fait réaliser, en sortie des émissaires canalisés de rejets atmosphériques, une mesure des substances réellement présentes dans les rejets au regard la liste des substances susceptibles d'être présentes établie dans l'étude des risques sanitaires. En particulier, l'exploitant fait procéder à la mesure en concentration et en flux d'ammoniac rejeté par les installations ;
- met en œuvre une campagne de mesure de la concentration des composés organiques volatils présente dans l'environnement aux abords de l'installation notamment au niveau des zones occupées et la compare avec la concentration théorique prise en compte dans l'étude des risques sanitaires.

L'exploitant établit pour ce faire un plan d'implantation des points de mesure et dont le choix du nombre et du positionnement est dûment justifié au regard des conditions environnementales (populations sensibles, zones habitées, zones attendues de concentration maximale au regard des conditions locales de relief et de vent).

Une mesure en dehors de l'influence du site est réalisée dans le même temps afin de définir le bruit de fond habituel dans cette zone.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des mesures accompagnés du plan d'implantation justifié.

Dans le cas où ces mesures font apparaître la nécessité de mettre à jour l'étude des risques sanitaires, tant par la détection d'une substance dans les rejets non prise en compte dans l'étude réalisée que par la mesure d'une concentration en composé organique volatile plus élevée que celle considérée, l'exploitant remet une étude des risques sanitaires actualisée au regard de ces éléments dans un délai de 3 mois après le dernier rapport de mesures.

Constats : L'exploitant a indiqué que les mesures des composés organiques volatils sont programmées le 22 février 2023.

Le plan d'implantation a été établi par EuroLorraine et prévoit une mesure témoin dans une zone non exposée et trois mesures d'exposition au niveau du collège des riverains au Nord du site et des champs agricole au sud de l'usine.

Les résultats de l'étude seront transmis à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite